

Le premier après-guerre en Italie

SOFIA VOLPATO
ACLI Limburg

A la fin du premier conflit mondial, l'économie des pays européens se trouvait dans la plus grande difficulté : manque de capital circulant, crise productive et chômage n'étaient que quelques aspects d'un système qui avait été mis à dure épreuve par la guerre. Dans ce contexte, les États s'orientent vers une politique de valorisation des courants migratoires et de libéralisation de l'émigration. En Italie, la situation de crise demeure après la Marche sur Rome. Le premier gouvernement Mussolini voit l'émigration comme l'instrument le moins dangereux pour compenser les déséquilibres du pays¹. Ainsi, le Duce affirme dans un discours prononcé le 2 avril 1923 à l'École Normale Féminin « Carlo Tanca » de Milan :

Que ce soit un bien ou un mal, l'émigration est une nécessité physiologique du peuple italien. Nous sommes quarante millions serrés dans notre étroite et adorable péninsule qui a trop de montagnes et un territoire qui ne peut pas nourrir tout le monde. Autour de l'Italie, il y a des pays dont la population est inférieure à la nôtre et dont le territoire est le double du nôtre. Donc on comprend que le problème de l'expansion italienne dans le monde soit un problème de vie ou de mort pour la race italienne [...] Je déclare ici que le gouvernement a l'intention de soutenir l'émigration italienne ; le gouvernement ne peut pas s'en désintéresser car ce sont des hommes, des travailleurs et surtout des italiens².

Le sujet de « l'angusta penisola » se traduit, dans la politique du régime fasciste, par le fait d'augmenter, par n'importe quel moyen, le contingent annuel des émigrants. Cependant, le dynamisme et la liberté de circulation suivent le marché du travail. Lorsque la production montre finalement des signes de reprise et que le taux de

[1] Cf. Annunziata Nobile, « Politica migratoria e vicende dell'emigrazione durante il fascismo », *Il Ponte. Rivista mensile di politica e letteratura fondata da Piero Calamandrei*, n° 11-12, novembre-décembre 1974, p. 1322-1336.

[2] « Bene o male che sia, l'emigrazione è una necessità fisiologica del popolo italiano. Siamo quaranta milioni serrati in questa nostra angusta e adorabile penisola che ha troppe montagne ed un territorio che non può nutrire tutti quanti. Ci sono attorno all'Italia paesi che hanno una popolazione inferiore alla nostra ed un territorio doppio del nostro. Ed allora si comprende come il problema dell'espansione italiana nel mondo sia un problema di vita o di morte per la razza italiana [...] Dichiaro qui che il Governo intende di tutelare l'emigrazione italiana; esso non può disinteressarsi perché sono uomini, lavoratori e soprattutto italiani. » Benito Mussolini, *Scritti e discorsi, vol. III - L'inizio della nuova politica (28 ottobre 1922-31 dicembre 1923)*, Milano, Hoepli, 1934, p. 97-98.

chômage diminue, on assiste à un changement radical de politique, coïncidant avec l'année 1926. Mussolini voit la grande taille de la population italienne comme une puissance démographique, comparé aux autres pays. Le gouvernement préfère ainsi utiliser le territoire national jusqu'au dernier centimètre carré plutôt que de perdre cette force vitale. Il entame une politique de répartition de la population à l'intérieur des frontières nationales, en favorisant le déplacement vers la campagne et les zones où la production agricole peut être développée. La nouvelle tendance est officiellement annoncée lors du discours de l'Ascension le 26 mai 1927. Pour la première fois, le problème démographique est mis au centre de la politique intérieure de l'État.

J'affirme que l'élément non fondamental, mais préjudiciel de la force politique et donc économique et morale des nations est leur pouvoir démographique. [...] Messieurs, l'Italie, pour avoir de la valeur, doit entrer dans la seconde moitié de ce siècle avec une population non inférieure à soixante millions d'habitants. Vous pouvez dire : comment vivront-ils sur le territoire ? [...] Depuis cinq ans, nous sommes en train de dire que la population italienne déborde. Ce n'est pas vrai ! Le fleuve ne déborde plus, il est en train de rentrer assez rapidement dans son lit [...] Si on diminue le nombre, Messieurs, on ne construit pas l'empire, on devient une colonie³.

L'expansion coloniale est le thème qui sous-tend ce discours. Cette stratégie démographique est le corollaire de la politique étrangère que le fascisme veut adopter. La puissance politique d'un pays coïncide donc avec le nombre d'hommes que l'État peut envoyer au front. La mère vigoureuse qui met au monde beaucoup d'enfants devient le symbole même de la femme. La surabondance démographique devient la manifestation de la vitalité d'une nation, de même que le motif pour prétendre à de nouveaux espaces et les conquérir. Dans ce cadre, abandonner l'Italie devient beaucoup plus difficile. Cependant, ce changement au niveau des hautes sphères politiques ne pourra pas arrêter la vague d'émigration italienne qui avait débuté depuis le début du siècle.

PREMIERS ACCORDS ENTRE LA BELGIQUE ET L'ITALIE

Au lendemain du premier conflit mondial, il fallait rebâtir, sur les ruines des nations déchirées, toute une vie socio-économique longuement éprouvée. La Belgique se remet bien vite à la tâche. En quelques mois, la plupart des usines et des charbonnages retrouvent leur rythme et leur productivité. Pourtant, bien de choses

[3] « Affermo che dato non fondamentale, ma pregiudiziale della potenza politica e quindi economica e morale delle nazioni è la loro potenza demografica. [...] Signori, l'Italia, per contare qualche cosa, deve affacciarsi sulla soglia della seconda metà di questo secolo con una popolazione non inferiore ai sessanta milioni di abitanti. Voi direte? Come vivranno nel territorio? [...] Da cinque anni noi andiamo dicendo che la popolazione italiana straripa. Non è vero! Il fiume non straripa più, sta rientrando abbastanza rapidamente nel suo alveo [...]. Se si diminuisce, signori, non si fa l'impero, si diventa una colonia. » Benito Mussolini, *Scritti e discorsi*, vol. VI - Il 1924, Milano, Hoepli, 1934, p. 42.

ont changé : la guerre a permis la maturation des idées et des hommes ; durant quatre ans, ouvriers et patrons ont lutté ensemble dans les tranchées de l'Yser et même certains politiciens conservateurs comprennent maintenant que des réformes sociales s'imposent. De 1913 à 1920, on peut estimer que les salaires ont été multipliés par trois malgré la réduction de l'horaire journalier. On entreprend également la modernisation de l'outillage : citons l'exemple du marteau-piqueur pneumatique qui fait son entrée dans les mines⁴. Le phénomène migratoire en Belgique se manifeste de manière considérable après la Première Guerre mondiale. En effet, la Belgique a besoin de bras pour extraire le charbon de ses mines. Les sociétés de charbonnage recherchent de la main-d'œuvre jeune et saine pour remporter la première « bataille du charbon ». Les travailleurs belges refusent de faire les travaux dangereux, lourds et mal payés, comme celui de l'extraction du charbon. La Belgique organise dès lors de manière systématique le recrutement des ouvriers à l'étranger.

L'Italie, au contraire, se remet confusément de sa propre guerre, remportée dans le sillage des Alliés, dont les promesses ne furent que partiellement honorées. La pauvreté gagne du terrain et le régime politique en place subit des contrastes imprévus et virulents avec l'apparition de la dictature de Mussolini. Les nombreux chômeurs italiens viennent en particulier de l'Italie du Nord, la partie du pays la plus endommagée par la longue guerre. C'est à ce moment que la Belgique et l'Italie lancent des tentatives de recrutement collectifs sous le contrôle de l'État. Ainsi, à partir de 1920, les courants migratoires en Belgique se transforment : ce ne sont plus les citoyens des pays limitrophes qui fournissent la plus grande part de la main-d'œuvre mais bien la Pologne et l'Italie. À cette époque, les travailleurs pouvaient pénétrer dans le pays sans contrôle et circuler librement d'une région à l'autre. L'absence de permis de travail permettait une haute mobilité professionnelle. C'est seulement en 1936 que le permis de travail devint indispensable pour entrer dans le pays et pour obtenir un travail⁵.

Juste après l'avènement du fascisme, la Fédéchar (Fédération du Charbon belge) prend contact avec l'Institut italien pour le travail étranger. Le 22 novembre 1922, il est convenu que le recrutement des travailleurs pour les mines en Belgique serait effectué par les autorités locales. La Belgique voulait s'assurer du contrôle des masses émigrantes pour éviter tout désordre sur son propre territoire national.

Les émigrants qui quittent l'Italie proviennent de la classe ouvrière ou paysanne. Ils exerçaient généralement en Italie des travaux liés au bâtiment, à l'industrie et à l'agriculture. À titre d'exemple, durant le mois d'août 1925, parmi les 56 émigrés de plus

(4) À l'origine, cet outil était considéré comme un investissement capable d'atténuer la dureté du travail de l'abatteur. Cependant, parallèlement à la croissance de la production de charbon grâce au marteau-piqueur qui atteindra les 100 %, celui-ci augmenta terriblement la poussière, le bruit et le tremblement permanent, dus à l'air comprimé dans les galeries.

(5) Les lignes fondamentales de ce nouveau système sont encore appliquées de nos jours.

de 15 ans en route pour la Belgique, qui furent recensés à la frontière italienne, 16 se déclaraient maçons, 12 terrassiers, 9 ouvriers industriels, 6 mineurs, 4 métallurgistes et 4 paysans. En ce qui concerne les femmes, sur 47, 33 se déclaraient ménagères, 5 paysannes, 3 ouvrières et 2 employées de maison⁶. Il est aussi intéressant d'examiner leur provenance géographique. Sur 125 émigrés, 108 provenaient du Nord⁷.

Le 27 juin 1935 fut signé un accord commercial entre les deux pays, qui assurait une garantie de travail pour 4 700 Italiens dans les mines, en échange de quoi l'Italie s'engageait à faire l'achat d'un million de tonnes de charbon. Dans cet accord, on trouvait déjà les éléments de ce qui serait réalisé après la Seconde Guerre mondiale : pour chaque Italien déplacé, la Belgique enverrait une tonne de charbon vers l'Italie. La Belgique connaissait l'intérêt financier qu'avait le gouvernement de Mussolini à envoyer des travailleurs italiens à l'étranger. Les rentrées d'argent étaient importantes et les banques spéculaient beaucoup sur l'argent gagné par ces ouvriers, qui envoyaient la plus grande partie de leur salaire à leur famille restée en Italie. Ce petit magot était soumis à des frais de change exorbitants, de sorte que les banques en tiraient un généreux bénéfice.

Pour savoir dans quelles conditions les Italiens travaillaient dans les mines belges avant 1940, le moyen le plus efficace est encore de consulter la presse. Les journaux italiens communistes surtout s'intéressèrent régulièrement à ce sujet, comme *Il Riscatto* ou *Bandiera Rossa*. Ceux-ci avançaient des revendications en ce qui concerne la différence de salaire entre les Belges et les Italiens, la violation de la loi de 8 heures de travail par jour⁸, les conditions insalubres et l'absence de congés maladie. Le logement fourni était loin d'être convenable. Les entrepreneurs tenaient à isoler les Italiens des Belges afin de moins payer les premiers tout en faisant régner l'ordre. Cet isolement des étrangers masquait la saleté, la promiscuité, la misère et l'exploitation. Tous les témoignages concordent pour faire observer que les travaux les plus malsains étaient réservés aux Italiens et qu'ils étaient hébergés dans des conditions que les Belges n'auraient jamais acceptées. Cette situation vaut au moins pour les Wallons, car les Flamands étaient hébergés dans des baraques qui n'avaient rien à envier à celles des Italiens. La Flandre, à cette époque, vivait majoritairement des récoltes de la campagne et constituait la partie la plus pauvre de la Belgique, non concernée par le développement de l'industrie. Les capitaux étaient aux mains des francophones qui, grâce à la production de charbon, exerçaient une suprématie notamment économique envers leurs compatriotes néerlandophones.

[6] Anne Morelli, *Gli italiani del Belgio. Storia e storie di due secoli di migrazioni*, Foligno, Editoriale Umbra, 2004, p. 27-28.

[7] *Ibid.* Ce sera seulement en 1953 que cette tendance évoluera avec l'émigration de populations provenant du Sud et des îles.

[8] *Ibid.*, p. 31-32. Parfois, il était possible d'atteindre les 15 heures de travail par jour, sans rémunération des heures supplémentaires mais avec menace de licenciement.

L'ÉMIGRATION COMME FUITE POLITIQUE

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les Italiens étaient environ 30 000 en Belgique. Pourquoi un si grand nombre ?

Malgré ses petites dimensions, la Belgique se place en huitième position parmi les pays qui ont accueilli le plus grand nombre d'Italiens en 100 ans ; une position qui se renforce pendant le fascisme. De plus, la Belgique se situe à la troisième place dans la liste des centres antifascistes, après la France et la Suisse. C'est ainsi que le déplacement de population entre les deux guerres mondiales est souvent associé à la fuite du régime dictatorial de Mussolini. En Belgique, l'émigration politique et économique s'associent durant le fascisme au point qu'il soit difficile de les distinguer. On est habitué à considérer l'exilé politique comme un intellectuel qui quitte sa patrie pour pouvoir exprimer ailleurs son opinion. Dans le cas italien, nous assistons à un autre type de phénomène. On peut considérer le déplacement comme une fuite, une opposition à la politique alors en place, y compris dans le cas d'un paysan émigré qui, d'apparence, laisse ses champs pour faire fortune ailleurs. Beaucoup d'émigrants semblent avoir quitté l'Italie à la recherche d'un travail ; en vérité, ils étaient persécutés en raison de leurs opinions. Leur rejet des politiques mises en œuvre dans le pays les contraint au silence et les empêche de vivre dans un pays où désormais les droits civils ne sont plus respectés. Aussi préfèrent-ils tout quitter et partir à la recherche de liberté, ailleurs. La plupart du temps, leur difficulté à trouver un emploi en Italie est due non seulement au chômage de masse mais aussi à l'aversion des employeurs à accorder un emploi à un individu qu'ils savent opposé au régime. Les opinions politiques deviennent une source de discrimination dans un climat de peur généralisé. La dictature mène un dur combat contre les opposants via les licenciements et les menaces verbales, sans renoncer aux violences physiques. Les antifascistes, après leur défaite politique et l'instauration de la dictature, ont le choix de s'aligner sur le régime et combattre en silence dans la clandestinité, ou de s'enfuir en se confondant avec n'importe quel émigré économique. Pour les uns, cette « sortie de secours » est l'épilogue de la défaite ; pour les autres, la continuité de leur lutte à l'étranger. D'autres encore, partis avec peu d'intérêt politique, une fois imprégnés du climat antifasciste de l'étranger, deviennent des militants et des adversaires convaincus du fascisme.

Les émigrants italiens en terre francophone construisent ainsi un terrain inaccessible aux idées fascistes. Les Italiens participent aux grèves aux côtés des Belges et chaque année nombre d'entre eux sont expulsés pour motif politique. De la Marche sur Rome jusqu'à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le 1^{er} mai était considéré en Belgique comme l'occasion pour les Italiens de manifester leur aversion envers la dictature. Selon Anne Morelli⁹⁾, la diminution de la participation au cortège au fil des années s'explique, non pas par un changement d'idées, mais par la répression des autorités qui ne tarde pas à se produire également en Belgique. Les autorités

(9) *Ibid.*, p. 60.

italiennes présentes en Belgique, au même titre que les consulats, agissent comme des espions ou des indicateurs auprès de la police belge, qui collabore étroitement avec la police italienne afin de prévenir les manifestations.

Tous les partis politiques interdits en Italie se reforment en Belgique. La presse est très active jusqu'en 1935, lorsque la législation belge change menant beaucoup des journalistes à s'engager dans la diffusion de la presse clandestine. L'activisme des antifascistes en Belgique est donc très vif. L'engagement de la plupart des militants se porte à l'extrême gauche : les Italiens représentent d'ailleurs une composante importante du Parti communiste belge. « Sur 2 000 membres inscrits en 1926, les Italiens sont 200. Leur nombre s'élève même à 370 sur 1 000 inscrits en 1931, soit le tiers des effectifs¹⁰ ». Parmi les figures marquantes, relevons le comte Sforza, qui deviendra ministre des Affaires étrangères d'Italie après la Seconde Guerre mondiale ; Arturo Labriola, ancien maire de Naples et ministre du Travail, et Filippo Turati.

Paradoxalement, les Italiens qui ont échappé à la violence en Italie la retrouvent en Belgique. Dans ce contexte, on peut parler de « population cible » : ils font non seulement l'objet de discriminations de la part de la population locale, mais doivent également subir la brutalité de leurs propres compatriotes fascistes.

Il est difficile d'imaginer aujourd'hui la césure qu'avait créée le problème politique au sein de l'émigration italienne de Belgique. Les rapports entre fascistes et antifascistes étaient empreints d'une violence qui ne se contentait pas d'être verbale.

Entre les Italiens de Belgique favorables au Duce et ceux qui le combattaient se développait au fil des ans une tension insurmontable :

La communauté italienne de Belgique, entre les deux guerres, est séparée en deux camps adverses sans aucun contact entre eux. Ou plutôt les contacts qu'ils ont sont des heurts d'une violence qu'on peut difficilement imaginer aujourd'hui. J'ai relevé des dizaines de bagarres, guets-apens ou attentats politiques dans la communauté ayant fait l'objet d'articles dans la presse belge, rien qu'entre 1927 et 1935¹¹.

Souvenons-nous de l'attentat perpétré à Bruxelles le 24 octobre 1929 par le jeune Turinois antifasciste Fernando De Rosa contre le Prince héritier de la maison de Savoie, Umberto, à l'occasion de ses fiançailles avec la princesse belge Maria-José, fille du Roi Albert. Si ce coup de revolver n'atteignit pas le prince, cet événement représente non seulement le geste désespéré d'un révolutionnaire, mais il est aussi le miroir d'un climat de forte aversion envers la politique italienne. Un deuxième exemple de cette situation est l'attentat organisé à Bruxelles le soir du 19 mars 1931, lors d'une réunion dans un hôtel de la Grand-Place à laquelle Mussolini était présente. Le sort de ce dernier aurait pu être scellé de la main d'un jeune mineur de Seraing qui s'était

[10] Arcangelo Petrantò, *Histoire des Italiens en Belgique. De César à Paola*, Bruxelles, ACLI Belgio, 2000, p. 201.

[11] Morelli Anne, *Fascismo e antifascismo nell'emigrazione italiana in Belgio, 1922-1940*, Roma, Bonacci Editore, 1987, p. 198.

rendu à Rome, Angelo Sbardellotto. Cet attentat, qui aurait pu changer l'histoire de l'Italie, avait été organisé par Vittorio Cantarelli, l'âme anarchiste des antifascistes de Belgique. L'auteur de l'attentat, arrêté sur le fait par la police à Rome, fut condamné à mort le jour suivant¹².

FASCISME ET RÉSISTANCE

Les sièges des Fascio en Belgique se situaient à Bruxelles, Ostende, Liège, Seraing, Charleroi, Arlon, Genk, Louvain et Verviers. Autour des consulats, les autorités italiennes avaient créé des organismes de regroupement d'expatriés. Ils cherchaient à « acheter » la faveur des Italiens en accordant des aides économiques à ceux qui s'inscrivaient au parti ou en organisant des voyages dans des colonies de vacances en Italie pour les enfants. Les jeunes « balilla » entre neuf et vingt ans avaient ainsi droit à des séjours gratuits à la mer ou à la montagne. De plus, les autorités italiennes avaient créé des écoles pour encadrer les jeunes d'une saine éducation fasciste. Cependant, la mentalité et le tempérament des masses émigrées étaient, comme on peut l'imaginer, ceux de quelqu'un qui revient d'une lourde défaite mais qui ne considère pas avoir réglé ses comptes pour autant, qui rêve d'une revanche à court terme. Au sein de l'émigration économique-politique des années 1920, il semble que les sympathisants fascistes aient été extrêmement isolés, mais lorsque le régime italien interdit l'émigration spontanée, il tenta de filtrer les sorties afin de ne pas laisser échapper les dissidents.

C'est pourquoi l'ambassade et les consulats appliquaient une surveillance sévère des Italiens et une activité de contrôle très rigide. Les Italiens étaient classés par fiche selon leurs opinions politiques et étaient surveillés suivant cela, tous les rapports étant envoyés à Rome. La police belge collaborait étroitement avec celle de Mussolini. Les administrations italiennes en Belgique n'avaient pas le droit de procéder à des expulsions mais il leur suffisait de présenter un rapport à la police belge, qui prononçait immédiatement le décret de rapatriement du sujet. Pour ainsi dire, les Italiens étaient victimes d'un chantage : ils étaient obligés de fréquenter le consulat pour mettre en ordre leurs papiers mais seuls les inscrits au parti fasciste obtenaient ce qu'ils voulaient, les autres pouvaient essuyer un refus de passeport pour motif politique. Cet abus de pouvoir allait jusqu'à des menaces envers la famille résidente en Italie.

Après l'invasion allemande, les autorités italiennes de Belgique, qui par ailleurs protégeaient les Juifs, n'hésitent pas à dénoncer des dizaines des compatriotes antifascistes. Ceux-ci furent envoyés, soit, dans le meilleur des cas, par convois entiers vers l'Italie, soit vers les camps allemands. Les Italiens formèrent une communauté dénoncée par ses propres représentants.

[12] Montanari Fabrizio, «Vittorio Cantarelli. L'anarchico reggiano che organizzò un attentato a Mussolini », *Ricerche Storiche*, n° 102, octobre 2006, p. 161-173.

Il faut dire que la « fascisation » des émigrés n'avait pas eu beaucoup de succès. Les ouvriers et les mineurs vivaient dans une ambiance antifasciste et ne craignaient pas de subir la propagande. Avant 1935, le fascisme n'a que peu de résultats et n'atteint pas les émigrés, malgré les millions dépensés pour encadrer la communauté à l'étranger. De plus, les agents fascistes font souvent l'objet de violences de la part des opposants. Ce climat est un obstacle à la fascisation de l'émigration dont Rome rêvait. Même si la presse italienne minimisait souvent les incidents, l'opinion publique italienne était consciente qu'en général les colonies italiennes à l'étranger étaient loin d'être entièrement vouées à la cause de l'italianité. Cet isolement du fascisme italien vis-à-vis des masses, s'il fut une victoire par ailleurs, coûta cependant assez cher aux antifascistes de Belgique. À la suite de heurts ou simplement par mesure préventive, de nombreux antifascistes sont arrêtés et expulsés. L'expulsion pouvait alors se faire sur le simple soupçon d'être un agitateur. Le stéréotype du « règlement de comptes entre Italiens », nourri par les accidents politiques, fleurit avec abondance dans la presse belge d'entre-deux-guerres.

Pour preuve, il suffit de voir le grand nombre d'émigrés italiens qui participent à la Résistance belge après l'invasion allemande. À ce moment, des résistants surgissent de tous les noyaux d'immigration italienne en Belgique, c'est-à-dire surtout dans les bassins miniers et à Bruxelles. Ils œuvrent dans tous les domaines de la Résistance, selon leurs compétences et les missions qui leur étaient confiées. Certains sont revenus de la guerre d'Espagne, après avoir combattu le régime de Franco, et sont parmi les premiers à savoir ce qu'il fallait faire contre les nazis. En effet, si la guerre d'Éthiopie déclenche l'enthousiasme des fascistes italiens résidant en Belgique, la guerre d'Espagne, quant à elle, mobilise la colonie antifasciste en un immense mouvement de solidarité en faveur de la République assiégée. Des volontaires partent rejoindre l'armée républicaine espagnole. « Les volontaires italiens qui accourent au secours de la république espagnole viennent bien sûr lutter contre le franquisme mais ils cherchent surtout une revanche – qu'ils n'imaginent qu'unitaire – sur le fascisme qui les maintient exilés, depuis plus de dix ans pour la plupart, au moment du déclenchement de la rébellion nationaliste.¹³ »

Les volontaires italiens en Espagne sont estimés, d'après les différentes sources, entre 3 108 et 5 500¹⁴. Ils proviennent dans leur très grande majorité de l'émigration, surtout de France et de Belgique, et non directement de l'Italie. Même si les chiffres sont inférieurs, on assiste ainsi à un déplacement de population déjà déplacée. Il s'agit de la première initiative armée de l'antifascisme. Les Italiens se voyaient mener « leur » guerre : ils tenaient dans cette lutte et dans la possibilité de se trouver face à face avec l'ennemi franquiste leur revanche contre le fascisme qui les maintenait en exil depuis

[13] Anne Morelli, « Les Italiens de Belgique face à la guerre d'Espagne », *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 18 (1987) n° 1-2, p. 187.

[14] *Ibid.*, p. 188.

plus de dix ans. Après l'exode de Catalogne en 1939, les rescapés se trouvent pour la plupart dans une situation désespérée. Ceux qui reviennent en Belgique y restent clandestinement jusqu'à la Seconde Guerre mondiale ou bien, admis de nouveau dans le Royaume, en sont expulsés sous prétexte d'activités communistes et transférés en Italie pour y être jugés et déportés. Ceux qui échappent à l'arrestation choisissent souvent de se joindre à la Résistance belge dans des activités de presse clandestine, de sabotage, de transport de courrier, d'armes et de renseignements, d'actions directes contre l'ennemi ainsi que d'espionnage.

Parmi ces résistants, je voudrais mentionner Giovanni Mislej¹⁵, émigré italien résidant à Genk. Il paya de sa vie d'avoir transporté du matériel de propagande dans sa camionnette de boucherie. Arrêté par la Gestapo en octobre 1942, il est incarcéré à Hasselt puis transféré à Mauthausen d'abord, à Gusen ensuite, où il meurt le 16 février 1943. Le paradoxe tragique fut que jusqu'à sa mort, il n'aura pu échapper à son destin de mineur, forcé à un travail d'esclave dans la carrière de granit du camp de concentration de Gusen.

Pour les résistants en général, il n'y eut pas de retour triomphal. Aucune gloire ne leur est accordée. Beaucoup cachèrent, même après la guerre, le fait d'avoir participé à la Résistance, avec raison puisque même les résistants de la guerre d'Espagne étaient perçus comme dangereux, de même que durant la guerre froide, les étrangers qui étaient identifiés comme communistes étaient expulsés. Ces expulsions créèrent chez les Italiens qui avaient participé à la Résistance belge, une méfiance à raconter leur histoire. Pour faire vivre leur famille, à peine rentrés de captivité, souvent malades, ils n'eurent pas d'autres solutions que de reprendre leur travail, bien souvent à la mine donc. Deux exemples¹⁶ : Albino Bet, mineur communiste de Seraing, fut dénoncé en tant que responsable de la presse clandestine par son charbonnage et arrêté à la mine au moment de la paie, le 13 mars 1943. Déporté à Reichenau, il s'évade le 6 mai 1945, rentre malade et redescend dans la fosse dès le mois d'août de la même année. Augusto Mezzini, mineur au Limburg, fut arrêté par la Gestapo le 25 octobre 1943 à 6 heures du matin alors qu'il remontait de la fosse. Interné à Buchenwald, il est rapatrié en mai 1945 et redescend dans la mine dès l'automne.

LE DÉPLACEMENT COMME DÉPORTATION ÉCONOMIQUE

Après la Seconde Guerre mondiale, pour les Italiens rentrés de la guerre, les perspectives ne sont pas plus favorables. Loin d'avoir amélioré leurs conditions de vie, la guerre n'a fait que les empirer.

[15] Cf. Roger Rutten, *Van Genk tot Mauthausen*, Berchem, EPO, 2009.

[16] Cf. Anne Morelli, *La participation des émigrés italiens à la Résistance belge*, Roma, Ministero degli Affari Esteri, 1983, p. 25-50.

À cette période, la Belgique rencontre un besoin criant de main d'œuvre pour relancer l'économie et gagner la bataille du charbon. Alors que l'Italie et la Belgique n'avaient pas même signé la paix, à Rome, le 23 juin 1946, fut signé un Protocole entre les deux pays, encore ennemis il y a peu, prévoyant que pour 1 000 ouvriers italiens envoyés au travail en Belgique, un maximum de 5 000 tonnes de charbon seraient envoyées gratuitement pour l'État italien¹⁷. De cette manière, l'Italie en manque de charbon accepte d'échanger, en guise de marchandise, son propre peuple. En se débarrassant de quelques milliers d'hommes, le gouvernement pensait que la population nationale pourrait mieux respirer. En se débarrassant de quelques paysans, des chômeurs et des pauvres, il n'y aurait rien à perdre, certainement. Mais comment procéder pour les faire partir, comment faire apparaître que ce sont eux, effectivement, qui ont pris librement cette décision, qui ont voulu tout quitter, terre, famille et racines, sans que l'État ne les y ait contraints ? Voilà qui met en jeu la propagande. De grands manifestes roses commencent à apparaître partout, promettant de hauts salaires en Belgique. Il n'en faut pas plus à ces gens qui, n'ayant rien à perdre, rentrés de la guerre, souffrant de la faim et attirés par des promesses mensongères, se mettent à croire au paradis en cette terre lointaine, la Belgique. De toute l'Italie, les aspirants mineurs viennent et se rassemblent à Milan, au-dessous des rails de la Gare centrale. Là-bas, ils se soumettent à des visites médicales qui doivent prouver qu'ils sont aptes au travail. Après une attente de quelques jours, les convois démarrent, pour un voyage d'espoir qui peut durer jusqu'à 20 heures. En Suisse, on leur offre un paquet repas. Dedans, du chocolat – il y en avait parmi eux qui n'en n'avaient jamais goûté de leur vie – et des bananes. Ce fruit jaune, si bizarre, comment le manger ? La plupart des bananes finiront d'ailleurs jetées par la fenêtre du train. Ce voyage terrible n'a pas pour destination une gare traditionnelle : ils descendent sur les voies réservées aux animaux et aux marchandises. Pendant la nuit, à l'abri des regards, ils sont de nouveau sélectionnés, montent dans des camions destinés au transport du charbon et partent vers leur destination finale, la mine. Les Italiens ne connaissaient rien du travail qu'ils doivent faire. Ils ne reçoivent là aucune explication, aucune formation. La majorité ignore même que les mines ici sont souterraines, habituée aux carrières à ciel ouvert dans les montagnes de l'Italie. Dès le premier jour, ils descendent dans les entrailles de la terre, à 1 000 mètres de profondeur. La plupart refusent ce travail, ils ont peur, ils veulent retourner en Italie. Mais ils sont tenus par un contrat de travail qui les lie à la mine pour une période d'au moins cinq ans. Celui qui refuse de descendre est arrêté par la police et emmené à la prison du Petit Château à Bruxelles comme n'importe quel criminel de droit commun. Pendant des semaines, les mineurs souffrent de la faim. Chaque soir, les employeurs de la mine passent pour demander si l'un ou l'autre a changé d'avis pour ce qui concerne le travail. Les mains se lèvent. Parfois, la faim l'emporte et leur destin se scelle à l'intérieur de la fosse. Donc, si les Italiens rompaient leur contrat, ils finissaient en prison, mais lorsque la Belgique leur fournissait des logements insalubres, ce n'était pas considéré comme une rupture de

(17) Maria Laura Franciosi, *...per un sacco di carbone*, Bruxelles, ACLI Belgio, 1997, p 38-39.

contrat. Précisément, se trouvant dans l'incapacité d'héberger les dizaines de milliers de candidats mineurs prévus, les sociétés charbonnières se voient contraintes par le gouvernement de l'époque d'acquérir les anciens camps de prisonniers construits pendant et après la guerre pour enfermer les prisonniers russes, puis allemands. Les premières années, les Italiens dorment dans des baraques et des lits semblables à ceux des camps de concentration de la Seconde Guerre mondiale. Pendant les années d'après-guerre, les Italiens connaissent pratiquement le même traitement que les prisonniers allemands maintenus en Belgique pour travaux forcés. Ces Italiens revenus de la guerre, éventuellement partisans dans la Résistance, se trouvent maintenant à partager leur tartine avec l'ennemi qu'ils devaient tuer quelques mois auparavant. Ils sont hébergés dans des hangars métalliques dont la fonction première était d'abriter les câbles d'extraction de réserve. Cette situation, qui ne devait être que transitoire, s'éternise à un tel point que certaines familles n'accèdent à une habitation digne de ce nom que plus de dix ans après leur arrivée en Belgique.

Lucio Glinni résume bien les deux aspects fondamentaux de la politique de l'État belge de ces années :

En premier lieu, [...] le travailleur immigré est considéré comme un élément du processus productif qui doit être employé de manière opportune lors des moments de grande conjoncture et de qui on peut se débarrasser dans les phases de récession. En deuxième lieu, on cherche à utiliser l'immigration en fonction de la politique démographique ; ça veut dire suppléer au manque de main-d'œuvre, à la faible natalité et au graduel vieillissement de la population, tout en insérant des groupes d'étrangers sélectionnés selon l'âge et favorisant le rassemblement des familles¹⁸.

CONCLUSION

Pour conclure, on peut qualifier l'immigration italienne en Belgique de déplacement, d'exil ou même de déportation d'une population. Nous avons vu comment les Italiens s'étaient exilés pendant le fascisme, comment ils avaient fui le régime ou avaient émigré pour des raisons économiques. À bon droit, il faut également parler de déportation. Une déportation intervenue dès l'année suivant la fin de cette guerre lors de laquelle des déportations bien plus monstrueuses eurent lieu. Bien sûr, d'après le Protocole de 1946, il s'agit d'une déportation économique, mais quelques-uns de ses éléments caractéristiques rappellent très fortement ceux d'une véritable déportation : notamment la forte propagande, les visites médicales et la sélection physique, l'attente en gare de Milan, le terrible voyage, l'utilisation des voies de marchandises à l'abri

[18] « In primo luogo, [...] il lavoratore immigrato viene considerato come un elemento del processo produttivo che deve essere opportunamente impiegato nei momenti di alta congiuntura e di cui ci si può disfare nelle fasi di recessione. In secondo luogo, si cerca di utilizzare l'immigrazione in funzione della politica demografica; si tratta cioè di supplire alla penuria di manodopera, alla bassa natalità e al graduale invecchiamento della popolazione, inserendo gruppi di stranieri selezionati in base all'età e favorendo il ricongiungimento della famiglie. » Lucio Glinni, « Realtà italiana in Belgio », *Il Ponte*, op. cit., p. 1429.

des regards de la population locale, la considération de l'homme comme monnaie d'échange contre du charbon. La considération de l'homme était en dessous de celle du cheval. Sans protection ni sécurité du travail, les accidents étaient journaliers. Entre 1946 et 1963, 890 Italiens décédèrent dans les mines. Le 8 août 1956, lors de la catastrophe de Marcinelle, sur 262 mineurs décédés, 136 étaient Italiens¹⁹. Il me faut insister sur les termes de «déportation meurtrière» car nombre de ceux qui ne succombèrent pas aux calamités du sous-sol trouvèrent la mort quelques années plus tard à cause de la silicose. Cette poudre noire qui atteint les poumons ne fut reconnue comme maladie professionnelle qu'en 1964. Pour beaucoup, il était déjà trop tard²⁰.

(19) Cf. Roberto Melchiorre, *Marcinelle. Una tragedia italiana*, L'Aquila, Textus, 2006.

(20) Cf. les études de Abramo Seghetto, *Il Belgio degli italiani : ricordare è giusto, non dimenticare è un dovere*, Roma, Rai Eri, 2006 ; *Le pietre della speranza: testimonianze di emigrati italiani in Belgio*, Roma, Centro Studi Emigrazione, 1996 ; *Sopravvissuti per raccontare. Testimonianze di minatori italiani in Belgio*, Roma, Centro Studi Emigrazione, 1993.